

Conclu en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale, et des articles R 2123-1 et s, R 2162-1 et s et R 2162-13 et s du code de la commande publique

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Mapa 08/2025

**LOT 2- PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE SECURITE DES LOCAUX DE L'URSSAF
PACA**

SITE DE TOULON

Identification de l'organisme qui passe le marché :

**URSSAF PACA
20, avenue Viton
13299 MARSEILLE CEDEX 20**

Sommaire

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - ETENDUE DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 3 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION	3
ARTICLE 4 - FOURNITURES	4
ARTICLE 5 - PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	4
ARTICLE 6 - DOCUMENTS D'EXPLOITATION TECHNIQUE	4
ARTICLE 7- PERSONNEL DU TITULAIRE	4
ARTICLE 8- PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU SITE	5
ARTICLE 9 - MOYENS FOURNIS PAR L'ORGANISME.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 10 - CONSIGNES PARTICULIERES.....	6
ARTICLE 11 - SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS	6
ARTICLE 12 - REUNIONS DE CADRAGE	7

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet le gardiennage des locaux occupés par l'Urssaf Paca – Site de Toulon à l'adresse suivante :

URSSAF PACA
47 rue Saunier
83100 Toulon

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat dans le cadre de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 2 - ETENDUE DES PRESTATIONS

2-1. Mission générale

La mission générale confiée au titulaire consiste à la mise en place d'un gardien à l'accueil du bâtiment durant les horaires d'ouverture au public de 8h30-12h et 13h-16h durant les jours ouvrés.

La liste des missions présentée ci-dessous n'est ni exhaustive ni définitive. Des travaux de réaménagement sont actuellement en phase de programmation et peuvent avoir un impact sur les missions du gardien. Ainsi, avant le démarrage effectif des prestations, une réunion de mise au point du marché sera organisée pour revoir le contenu actualisé.

2-3. Liste des missions confiées au Titulaire

2-3-1. Accueil et orientation des visiteurs

Le Titulaire du marché est chargé d'accueillir et d'orienter les visiteurs (cotisants, livreurs, prestataires, commerciaux...) vers les services compétents de l'organisme et de prévenir l'Urssaf.

Le Titulaire du marché peut prendre l'initiative d'orienter les personnes qui ne sont pas prises en charge par les services de l'Urssaf Paca et n'appartiennent pas à l'organisme.

Il sera également chargé d'intervenir, au niveau de l'accueil de l'Urssaf, pour réguler d'éventuelles tensions résultant de l'accueil des cotisants.

ARTICLE 3 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

De manière générale, le TITULAIRE doit informer l'Urssaf de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le TITULAIRE doit, en tout état de cause, signaler à l'Urssaf, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du TITULAIRE venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le TITULAIRE est tenu d'en informer par écrit et sans délai l'Urssaf. Il appartient à l'Urssaf de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Le TITULAIRE doit assistance à la Personne Publique soit :

- par téléphone pour tout complément d'information ;
- lors de réunions provoquées par l'Urssaf si nécessaire ;
- en alertant l'Urssaf sur les évolutions prévisibles de la réglementation concernée par le présent marché afin de lui permettre d'anticiper sur les mises en conformités à envisager.

En aucun cas les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le

TITULAIRE d'assurer les prestations définies au marché. Dans la mesure où il est défaillant pour quelque raison que ce soit, la Personne Publique peut faire appel à toute autre forme de service, au frais du TITULAIRE.

ARTICLE 4 - FOURNITURES

4-1. Fourniture d'un GSM (Global System for Mobile Communication)

Le TITULAIRE devra mettre à disposition de l'agent un téléphone mobile.

4-2. Fourniture d'un système de protection du travailleur isolé

Durant les périodes où seul un agent exerce les prestations sur le site, le TITULAIRE assure la fourniture, la mise en place, l'exploitation technique et la maintenance d'un système de Protection du Travailleur Isolé (PTI).

ARTICLE 5 - PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Le TITULAIRE est susceptible de réaliser des prestations complémentaires déclenchées sur bon de commande de la Personne Publique établi selon les conditions figurant au Bordereau de Prix.

Ces prestations non quantifiables à l'avance consisteront en une extension de l'équipe de sécurité déléguée sur le site pour la réalisation des prestations de base.

Les événements qui pourront motiver ces prestations sont essentiellement :

- des colloques réunissant un nombre important de participants habituellement extérieurs au site ;
- des manifestations de protestation justifiant un renfort des moyens de sûreté permanents ; Des réunions du personnel à l'occasion de fêtes annuelles ;
- un besoin de renforcement des moyens permanents de sécurité ou de sûreté en cas de panne d'une installation technique de surveillance ou du dysfonctionnement d'un moyen de fermeture des accès au site ;

ARTICLE 6 - DOCUMENTS D'EXPLOITATION TECHNIQUE

Cahier de procédure du titulaire

Le cahier est sur site. Ce cahier doit recenser l'ensemble des missions dévolues au personnel du TITULAIRE intervenant sur le site pour mener à bien ses missions. Ce cahier a une double utilité :

- permet une meilleure gestion des équipements et des interventions,
- outil pédagogique qui doit permettre une formation rapide et la plus exhaustive possible des agents du TITULAIRE.
- la liste complète des consignes et procédures.

Le TITULAIRE doit mettre à jour et faire vivre ce cahier des procédures. Pour cela, il doit travailler de concert avec tous les acteurs des sites désignés par l'Urssaf.

ARTICLE 7 - PERSONNEL DU TITULAIRE

7-1. Personnel d'intervention et/ou de remplacement

Le personnel d'intervention et de remplacement nommément désigné par le TITULAIRE, en vue de l'exécution des prestations du présent marché, doit être préalablement agréé par l'Urssaf Paca. Il est le seul autorisé à intervenir sur le site pour lequel le présent marché est effectif.

Le titulaire remet au référent de l'organisme la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément 5 jours avant la date de début d'exécution des prestations. Cette liste

sera tenue à jour mensuellement dans le cadre du rapport d'activité.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations indispensables au maintien de la sécurité des locaux.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le TITULAIRE est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre dans la limite des obligations minimales définies par le présent CCTP. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par l'Urssaf.

7-2. Vêtement de travail

Le TITULAIRE dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et des équipements de protection individuels nécessaires à la bonne exécution du marché.

Ce vêtement de travail doit être en conformité avec les prescriptions : les effets portés, au niveau du buste, par les personnels des services de sécurité incendie doivent permettre une différenciation avec les personnels des services de secours publics.

En outre, tous les personnels du TITULAIRE intervenant sur le site, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne spécifique (badge) de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée. Dans ce cas, le TITULAIRE devra procéder au remplacement immédiat de l'Agent concerné, sa prestation étant considérée comme non assurée dans le cas contraire.

Les matériels, appartenant au titulaire ou mis à disposition par l'organisme, doivent être tenus, en bon état de marche et peuvent faire l'objet de contrôles inopinés, ils devront rester conformes aux règles de sécurité en vigueur.

7-3. Visite médicale

Le TITULAIRE doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le TITULAIRE sur un registre spécial.

Par ailleurs, les agents de sécurité en poste ou les remplaçants doivent dans tous les cas justifier d'une aptitude physique satisfaisante, attestée par un certificat médical renouvelable tous les ans et après tout accident ou affection susceptible de diminuer les capacités de l'intéressé.

7-4. Formations

Le TITULAIRE doit obligatoirement soumettre son personnel aux formations, habilitations et examens de qualification prévus par la législation en vigueur et les demandes de l'Urssaf. Il doit notamment assurer à son personnel l'ensemble des formations de recyclage nécessaires à l'exécution des prestations du présent marché.

7-5. Hygiène et sécurité

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières et les règlements intérieurs propres aux différents sites.

ARTICLE 8- PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU SITE

L'immeuble est occupé en partie de propriété par l'Urssaf.

L'immeuble se compose de 5 étages sur rez de chaussée et d'un sous-sol.

L'immeuble « le Saunier » est situé rue Saunier 83000 TOULON

Les parts de l'immeuble dont l'Urssaf se porte acquéreur totalisent une surface plancher de 2882 m2
Niveau 0 partiel : en partie occupée par un espace accueil public
Niveau 2 à 5 complets : espace de travail tertiaires
Niveau -1 : parc de stationnement en partie occupée par l'Urssaf.

Les côtes officielles de l'immeuble sont les suivantes.

- Rez de chaussé : 270 m2
- 2ème étage : 719 m2
- 3ème étage : 704 m2
- 4ème étage : 647 m2
- 5ème étage : 460 m2

Les accès se situent :

L'accueil des cotisants du rez de chaussée se passe au centre du bâtiment sur la face nord.

Les accès du personnel sont situés d'une part sur la face nord /ouest et d'autre part sur la face est du bâtiment, chaque accès est doté d'une cage d'escalier desservant les étages inférieurs et supérieurs ainsi qu'un ascenseur.

Sur le côté ouest, se trouve l'accès au niveau -1, destiné à un usage de parking partagé. Cet accès est fermé par une grille à enroulement motorisée, commandée électriquement.

Installations techniques :

- CTA double flux
- Chauffage / climatisation générale de l'immeuble
- Ballon ECS
- Système de sécurité incendie (SSI) centrale de la copropriété
- Convecteurs
- Système sonore d'évacuation de l'immeuble
- Système de télécommunication
- Détection incendie
- Transformateur

ARTICLE 9 - CONSIGNES PARTICULIERES

L'exécution des prestations est effectuée conformément aux pièces contractuelles du marché et aux consignes particulières, documents séparés, transmis ultérieurement au Titulaire du marché.

Ces consignes, écrites, encadrent et adaptent le contenu des missions du Titulaire du marché aux nécessités et besoins de l'Urssaf Paca.

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux, dont il doit assurer la surveillance et le gardiennage, (configuration des bâtiments, destination des lieux ...) ainsi que des contraintes liées à son environnement.

ARTICLE 10 - SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

10.1. Règles de sécurité

MATÉRIELS

Les matériels, appartenant au TITULAIRE ou mis à sa disposition par l'Urssaf, doivent être tenus en bon état de marche et ils seront régulièrement contrôlés ; ils devront rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur. Pour tout matériel confié au personnel du TITULAIRE, l'entretien de routine et l'usage, selon les règles de l'art et de la législation de sécurité, restent sous la responsabilité du TITULAIRE.

BIENS

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines,

etc ne soit pas altéré par les interventions du TITULAIRE.

Il est rigoureusement interdit au personnel du TITULAIRE de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du présent marché.

PERSONNES

Le TITULAIRE instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières. Le TITULAIRE veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail.

10-2. Plan de prévention

Suivant les cas, les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au Décret n° 92-158 du 20 février 1992 ou au Décret du 26 décembre 1994.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application des dites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire contribue à établir un plan de prévention qui est remis à l'Urssaf et aux organismes d'hygiène et de sécurité dans les QUINZE (15) jours suivant la notification du marché. Il indique de façon précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des missions.
- les mesures concourant à une bonne hygiène de travail, notamment au cours des interventions dans les locaux à ambiance particulièrement empoussiérée.

Le plan de sécurité est tenu à jour par le titulaire qui est tenu d'en signaler les modifications à l'Urssaf.

Le titulaire s'engage aussi à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du Site ou livret d'accueil des prestataires. A cet effet, le titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des « consignes particulières du site » auprès de l'Urssaf.

ARTICLE 12 - REUNIONS DE CADRAGE

L'Urssaf se réserve le droit de convoquer à tout moment le Responsable du Marché en vue d'évoquer un point particulier relatif aux prestations du titulaire